



DES SONDAGES... PAS UNE CAPITULATION !

Sans être dramatique, cette édition de *MAJUSCULES* est particulièrement importante. Dans ces temps tourmentés, l'action de la SPV doit en effet se fonder sur des informations que vous seule pouvez fournir, ainsi que sur l'expression de votre volonté: soit vous admettez le principe de faire des concessions, soit au contraire vous affirmez votre opposition à Orchidée. D'ailleurs, même si les associations entrent enfin en - véritables - négociations, il faudra épauler celles-ci par la force et convaincre l'opinion publique, dans la foulée de la manif' du 15 juin dernier.

Soulignons enfin notre refus des solutions simplistes et des discours idéologiques. C'est pourquoi nous vous demandons:

- 1- En matière de propositions d'économies, de nous dire sur lesquelles vous pensez que la SPV peut - ou doit - entrer en matière (p.3).
- 2- En matière d'effectifs de classes, de nous signaler les cas de "mauvaise gestion" (p.4).
- 3- En matière d'horaires scolaires, de nous signaler les situations où le travail pédagogique est visiblement entravé par des horaires d'élèves défavorables (p.4).

**ATTENTION: POUR QUE VOTRE REPONSE
PUISSE ÊTRE PRISE EN CONSIDERATION,
ELLE DOIT IMPERATIVEMENT NOUS PAR-
VENIR D'ICI LUNDI 2 OCTOBRE !**

Un sondage de plus ?

En juin 1992, une consultation sur l'austérité nous avait déjà valu 1000 réponses. On ne savait pas que la crise s'installait durablement...

Il en ressortait un appel à négocier et une volonté de ne pas céder, ni sur les effectifs des classes ni sur les salaires.

De même, le soutien aux "rationalisations intelligentes" était explicite. Rappelons aussi votre accord à lutter contre les équipements luxueux et votre acceptation d'une transformation partielle des décharges automatiques en rétribution au "carnet du lait".

Mais ce qui est nouveau, c'est la certitude que les négociations n'ont aucune chance d'aboutir sans une forte mobilisation. Après les manif' polies et hors temps de travail, faudra-t-il recourir à d'autres moyens ? A vous de le dire.

J.A.B. 1000 LAUSANNE 19
Retour: SPV, cp 127, 1000 Lausanne 19

A PROPOS DE CETTE CONSULTATION

La liste ci-dessous est un bien sinistre catalogue. Nous en sommes conscients.

Mais nous sommes aussi conscients que la lourdeur des déficits publics et le rapport des forces politiques ne permettent pas de déboucher sur une redistribution intelligente et juste de la richesse dans ce canton.

Il s'agit donc d'évaluer quelles sont les «moins pires» des pistes à envisager et d'éviter un cumul de mesures terrible pour l'école et pour l'emploi des maîtres.

Celles qui sont mentionnées ci-dessous n'ont évidemment pas l'aval du Comité. Mais on ne peut débattre sans poser des hypothèses ni savoir ce que chacun est prêt à faire pour défendre l'école et ses conditions de travail.

Par ailleurs, le Comité cantonal a d'ores et déjà écarté quelques pistes d'économies totalement incompatibles avec nos options pédagogiques (notamment la réduction des mesures d'accueil des enfants allophones, la suppression de la Recherche et des conseillers pédagogiques).

Il en abordera d'autres directement avec le DIPC (p.ex. concernant le renouvellement des fournitures scolaires, les normes d'équipements ou la construction d'un ESS coûtant 100 millions, à Morges...)

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

De manière générale, il faut distinguer les baisses de prestations et les simples transferts de charges. De plus, il ne faut pas perdre de vue que presque toutes les pistes d'économie réduisent les possibilités d'embauche, même si la croissance démographique est favorable à l'emploi.

1) Les non-dépenses sont aussi une forme d'économie; EVM nécessitera 10-13 mio en formations, cela réduirait cette somme ...

2) Les sommes économisables sans renoncer au principe de l'école publique, gratuite et obligatoire sont avant tout symboliques...

4) Les effectifs de 1P doivent être préservés, cf. Résolution de l'AD/SPV de 1993 ...

5) 2500 enfants supplémentaires par année sont attendus jusqu'à l'an 2000...

8-9) en 6e, le nombre d'heures pleines par an = BE: 819, FR: 885, TI: 885, VS: 990, NE: 848.25, GE: 843.8, JU: 826.5, VD (31 périodes): 906.75 -> 877.8 (30 p.) ...

11) Ce changement n'affecterait pas la qualité de l'école ni la pénibilité de notre travail mais serait redoutable pour l'emploi: 1 poste sur 12 environ supprimé ...

12) Faible économie mais une meilleure "validation" des certifié et un gain de temps...

13) Il faut 24% de cotisations pour garantir les rentes. L'Etat contribue à la hauteur de 16%, (davantage que dans le privé). La nouvelle répartition épargnerait env.29 mio/an à l'Etat.

14) Une Convention nous garantit les augmentations automatiques statutaires, le 13e salaire, et le tiers de l'indexation pour 1996, la moitié pour 1997. Au-delà de 1997, l'entier du Statut sera revu. Sur la période 1990-95, les fonctionnaires vaudois auront le plus fortement de Romandie contribué à la réduction des déficits publics...

**RAPPEL: SONDAGES A RETOURNER
JUSQU'AU 2 OCTOBRE A LA SPV, CP 127,
1000 LAUSANNE 19.**

**ECONOMIES SUR LESQUELLES LA SPV DEVRAIT
- OUI OU NON - ENTRER EN MATIERE**

"ok" =

OUI NON

A- Pédagogie et gestion de l'école:

A tous les degrés

- 1) Formation-recyclages (non BFC) sur temps libre sans supplément de salaire ?
- 2) Report sur les parents d'une partie du coût des fournitures scolaires ?
- 3) Révision de la carte scolaire dans l'optique de supprimer des directions ?

OUI NON

OUI NON

OUI NON

Au Primaire

- 4) Acceptation d'une hausse des effectifs moyens des classes à 1 degré, de 21.5 actuellement à 22.0 en 3-4P ?
- 5) Scolarisation des élèves de 1E par tranches de 11 mois, leur âge d'admission reculant en 6 années du 30.6. au début de l'année civile («vieillessement») ?

OUI NON

OUI NON

Au Secondaire

- 6) Acceptation d'une hausse des effectifs DT (p.ex: de 15.8 actuellement à 17.0.) ?
- 7) Acceptation d'une hausse des effectifs DS, une fois les simplifications des sections effectuées (p.ex: de 20.2 à 22) ?
- 8) Proposition d'une grille-horaire de 30 périodes en 5-6 ?
- 9) Maintien de la grille-horaire de crise à 31 périodes ?
- 10) Elévation des effectifs minimum (passer par exemple d'une moyenne par établissement de 8 à 10 élèves) pour les options ?
- 11) Passage de 31 périodes de 45' à 28 de 50' (et de 28 à 27 pour le maître)
- 12) Centralisation de l'organisation des examens de certif' ?

OUI NON

Autres pistes ? _____

B- Dans le domaine du Statut

- 13) Caisse de pensions: plus forte participation des salariés (p.ex. 10% au lieu de 8% actuellement) ?
- 14) Avec la FSF, il a été convenu de ne pas proposer de sacrifices supplémentaires, de s'en tenir à la Convention passée avec l'Etat, et de négocier dans le cadre de la révision du Statut (1997). Approuvez-vous cette attitude ?

OUI NON

OUI NON

C- Si vous avez (pratiquement) mis "non" partout... et même autrement:

- 15) Etes-vous prêtE à manifester sur temps d'école, voire à faire grève ?

OUI NON

Degré d'enseignement: _____ Adresse (facultative): _____

Enquête sur les effectifs

Nous souhaitons connaître les situations locales particulières et pouvoir dénoncer au service concerné les exagérations, voire les erreurs d'organisation; en particulier, nous vous prions de répondre aux questions suivantes (discretion garantie !):

- votre direction a-t-elle mal équilibré, sans raisons valables, des classes parallèles ?
- en cas d'effectifs lourds "inévitables", des mesures palliatives telles l'assistantat ou le dédoublement ont-elles été envisagées, voire refusées sans motif autre que la crise ?
- les effectifs des classes de 1P, comme demandé par une résolution de l'AD en 1993, ont-ils été protégés (volonté de limiter à 20 élèves) ?

EFFECTIFS 1995-1996 A SIGNALER

Arrondissement/Groupement : _____ Degré d'enseignement : _____ Division : _____

Effectif à la rentrée : _____ élèves. Il est identique , plus faible , plus élevé qu'en 94-95

Des mesures d'assistantat (au S. I) ou de dédoublement (S.II) ont été prises : OUI NON

Elles consistent en : _____

La surface de la classe est-elle bien adaptée à l'effectif des élèves ? OUI NON

Remarques/Souhaits: _____

HORAIRES SCOLAIRES 1995-1996

Parallèlement au problème de l'augmentation des effectifs, la SPV a tenté ce printemps de sensibiliser les autorités scolaires à l'adéquation des horaires des élèves à leurs biorythmes. La meilleure des pédagogies risque en effet d'être sabordée par des temps de transports démentiels, des journées surchargées ou commencées trop tôt, un "zapping" forcené (toutes les 45'), ou une mauvaise répartition des branches.

Merci de nous signaler les situations que vous jugez inacceptables:

Nom : _____ Prénom : _____ Domicile : _____ (facultatif)